



**LIGUE DES DROITS DE L'HOMME
ET DU CITOYEN**
Fédération des Bouches du Rhône
34, cours Julien 13006 Marseille
ldh.federation13@gmail.com

COMMUNIQUE

Marseille le 22 juillet 2013

La Ligue des Droits de l'Homme s'insurge contre un désastre annoncé après la décision de justice du jeudi 18 juillet confirmant l'expulsion des familles occupantes du 91 bd Plombières. Cette ancienne caserne Cardot avait fait l'objet d'une «réquisition citoyenne» le 12 novembre 2012 et à ce jour rien n'est prévu pour les héberger et ils vont retourner de trottoir en trottoir.

La LDH dénonce l'acharnement de l'Etat à chasser les familles Roms en dépit des promesses du candidat Hollande et presque un an après la circulaire du 26 août 2012 recommandant, avant les expulsions des « campements illicites », de trouver des solutions alternatives d'hébergement d'urgence comme l'y oblige la Loi française et les directives européennes.

La LDH condamne l'utilisation manipulatrice de soit disant diagnostics, non-conformes aux prescriptions de la Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (DIHAL) du Préfet Régnier, pour décréter que les familles ne sont pas « intégrables » !

Comment envisager l'avenir lorsque cela fait la dixième fois que la famille s'est vu détruire son maigre abri, ses affaires personnelles et expulsée de son lieu de survie par une horde de robot cop par la « grâce » d'une décision de « justice »? Que la police passe pratiquement tous les jours pour vous contrôler et vous dire de partir ?

Aujourd'hui c'est 91 bd de Plombières, demain ce sera la Capelette puis d'autres viendront et à la fin de l'été probablement un millier de personnes à la rue sans « hébergement »

La Ligue de Droits de l'Homme appelle toutes les citoyennes et citoyens, associations, collectifs, syndicats, partis politiques, attachés aux droits fondamentaux des personnes à :

**Un grand rassemblement à 7 heures du matin mardi 23 juillet 2013
au 91 bd de Plombières**

Pour soutenir les familles, exiger des pouvoirs publics le respect de leurs droits notamment à l'hébergement et l'arrêt de cette politique xénophobe, anti-tsigane qui fait le lit des propos et des actes racistes.

**TOUS LES ÊTRES HUMAINS NAISSENT LIBRES ET EGAUX
EN DIGNITE ET EN DROIT**